

Revendication du sabotage de lignes TGV quelques heures avant la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Paris 2024
Ils appellent cela une fête ? Nous y voyons une célébration du nationalisme, une gigantesque mise en scène de l'assujettissement des populations par les États.

Sous des airs ludiques et conviviaux, les Jeux Olympiques offrent un champ d'expérimentation pour la gestion policière des foules et le contrôle généralisé de nos déplacements.

Comme tout grand évènement sportif, ils sont aussi à chaque fois l'occasion de vouer un culte aux valeurs qui fondent le monde du pouvoir et de l'argent, à la concurrence généralisée, à la performance à tout prix, au sacrifice pour l'intérêt et la gloire nationale.

L'injonction à s'identifier à une communauté imaginaire et à soutenir son supposé camp d'appartenance n'est pas moins néfaste que l'incitation permanente à voir son salut dans la bonne santé de son économie nationale et dans la puissance de son armée nationale.

Il faut aujourd'hui des doses toujours plus grandes de mauvaise foi et de déni pour ne pas voir toute l'horreur que génère la société de consommation et la poursuite du prétendu « bien-être à l'occidental ». La France voudrait faire de cette grande messe la vitrine de son excellence. Elle ne pourra bercer d'illusions sur son rôle vertueux que ceux qui ont décidé de se mettre des œillères, et qui s'en accommodent. Nous leur adressons notre mépris le plus profond.

Le rayonnement de la France passe par la production d'armes dont le volume de ventes la place deuxième exportateur mondial. L'État est fier de son complexe militaro-industriel et de son arsenal « made in France ». Répandre les moyens de la terreur, de la mort et de la dévastation à travers le monde pour assurer sa prospérité ? Cocoricooo !

N'en déplaise aux crédules qui croient encore aux fables démocratiques, l'État français emploie aussi sa panoplie répressive pour affronter sa propre population. Pour mater les émeutes après le meurtre de Nahel par la police en juin 2023 ou pour tenter d'arrêter le soulèvement anticoloniale en Kanaky récemment. Tant qu'il existera, l'État ne cessera de la mettre à l'oeuvre pour combattre ceux qui défient son autorité.

Les activités des entreprises françaises à travers le monde rendent toujours plus manifeste les dévastations sociales et environnementales que produit le système capitaliste. Celles nécessaires pour reproduire l'organisation sociale actuelle, et celles inhérentes au progrès scientifique et technologique. Progrès qui ne perçoit l'enchaînement des catastrophes passées, présentes et à venir que comme l'occasion d'un bond en avant.

Total poursuit le pillage et la spoliation de nouvelles contrées en quête de pétrole et de gaz de schiste (Afrique de l'est, Argentine etc). Sous couvert de son nouveau label vert, l'industrie du nucléaire et l'exportation du savoir-faire français en la matière nous assure, à plus ou moins brève échéance, une planète irradiée, donc littéralement inhabitable. Rien de plus qu'une crise de plus à gérer pour les promoteurs de l'atome. Eux qui ne peuvent se passer de leur coopération avec l'État russe à travers son géant Rosatom et de l'appui de son armée pour écraser le soulèvement au Kazakhstan en 2022, important pays fournisseur d'uranium. Ce minerai qui fait tourner les 58 réacteurs de l'hexagone.

Alors, quel est le coût humain, social et environnemental pour que quelques privilégiés se déplacent vite et loin en TGV ? Infiniment trop.

Le chemin de fer n'est d'ailleurs pas une infrastructure anodine. Il a toujours été un moyen pour la colonisation de nouveaux territoires, un préalable à leur dévastation et une voie toute tracée pour l'extension du capitalisme et du contrôle étatique. Le chantier de la ligne appelée « Tren maya » au Mexique, auquel collabore Alstom et NGE, en est une bonne illustration.

Et les batteries électriques indispensables à la prétendue « transition énergétique » ? Parlez-en, par exemple, aux travailleurs de la mine de Bou-azeer et des habitants des oasis de cette région marocaine qui font les frais de cette ruée vers l'or du XXIème siècle. Renault y extrait les minerais nécessaires pour donner bonne conscience aux écolos des métropoles sur le dos de vies sacrifiées. Parlez-en à ce « peuple de la forêt » de l'île d'Halmahera au nord-est de l'Indonésie, aux Hongana Manyawa qui désespèrent de voir la forêt où ils vivent être détruite sur l'autel de la « transition écologique ». L'État français, via la société Eramet, participe au ravage de terres jusque là épargnées. De même, il ne veut pas lâcher le Caillou mélanésien pour continuer à y arracher le précieux nickel.

Nous nous arrêterons ici dans l'impossible inventaire des activités mortifères et prédatrices propre à tout État et à toute économie capitaliste. Cela ne serait d'ailleurs d'aucune aide pour rompre avec une vie fade et déprimante, avec une vie d'exploités, et pour affronter la violence des États et des chefs religieux, des chefs de famille et des patrouilles de police, des patriotes et des milices patronales, autant qu'à celle des actionnaires, des entrepreneurs, des ingénieurs, des planificateurs et des architectes du ravage en cours. Fort heureusement l'arrogance du pouvoir continue de se heurter à la hargne des opprimé-e-s rebelles. D'émeutes en insurrection, lors de manifestations offensives et de soulèvements, à travers des luttes quotidiennes et des résistances souterraines.

Qu'en ce jour résonnent alors, à travers le sabotage des lignes TGV reliant Paris aux quatre coins de la France, les cris de « femme, vie, liberté » d'Iran, les luttes des amazoniens, les « nique la france » venant d'Océanie, les désirs de liberté qui nous parviennent du Levant et du Soudan, les combats qui continuent derrière les murs des prisons et l'insoumission des déserteurs du monde entier. A ceux qui reprochent à ces actes de gâcher le séjour de touristes ou de perturber les départs en vacances, nous répondons que c'est si peu encore. Si peu comparé à cet événement auquel nous souhaitons participer et que nous appelons de tout cœur : la chute d'un monde qui repose sur l'exploitation et la domination. Là oui, nous aurons quelque chose à fêter.

Une délégation inattendue